

Stop à la criminalisation des militant.e.s contre les violences policières

Nous avons pris connaissance d'un arrêté du bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close, contenant l'ordonnance d'interdiction de manifester le 5 décembre à l'égard du rassemblement « Stop à la justice de classe, stop à la justice raciste ». Cet arrêté ne nous a pas été transmis, mais publié en ligne et affiché sur la place Poelaert. Le contenu de cet arrêté est tout bonnement inacceptable du point de vue démocratique. Nous dénonçons les allégations mensongères, les amalgames et les calomnies utilisés dans cet arrêté et qui constituent le signe d'un glissement dangereux de l'approche policière sous l'influence d'une vision du monde et de pratiques d'extrême-droite, le tout cautionné par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles.

L'arrêté dénote une méconnaissance flagrante quant à l'organisation de la manifestation. Comme s'il n'y avait pas 25 organisations et associations regroupées autour de l'appel, l'arrêté s'en prend tout particulièrement à Axel Farkas, militant chargé par les signataires de contacter la police en le décrivant, sans aucune preuve, comme un “activiste bien connu [sic] pour chercher la confrontation avec la police”. Il est ensuite ajouté que “celui-ci refuse de façon catégorique le dialogue avec la police ». La Gauche anticapitaliste, avec laquelle il milite, y est décrite comme un “groupe d'extrême gauche qui a souvent participé à des manifestations émaillées d'incidents”, dans un mécanisme de suggestion qui vise à faire porter la responsabilité d'éventuels incidents sur les coupables idéaux.

Ce texte dénote une vision policière conspirationniste des mouvements sociaux, qui n'existeraient non pas comme expression de contradictions sociales et politiques, mais simplement comme pur produit de petits groupes manipulateurs. La police de Bruxelles-ville sait pourtant très bien que nous avons fait, par l'intermédiaire d'Axel, une série de contre-propositions constructives afin de maintenir le rassemblement et l'expression démocratique de nos revendications, tout en veillant aux règles sanitaires, mais que toutes les contre-propositions des organisateur/trices ont été rejetées.

La suite du texte renforce la vision conspirationniste du rapport de police, amalgamant pêle-mêle les collectifs de soutien aux victimes, la Gauche anticapitaliste, “les anarchistes” (sic), les “jeunes de quartiers sensibles”(sic). Ces différentes organisations et groupes d'individus y sont accusés de façon grossière, collectivement et sans preuve, d’“incidents” dont on ne connaît pas la teneur exacte mais dont tout laisse à penser que la police n'y inclut pas la gestion lamentable et la répression zélée et violente qu'elle a à chaque fois exercée sur les mouvements cités (Black Lives Matter, La Santé en lutte, et les protestations qui ont eu lieu suite aux décisions judiciaires récentes). La mise à l'écart du commissaire Vandersmissen à la suite des “incidents” autour de la manifestation de la Santé en lutte devrait inciter la police de Bruxelles à plus de retenue dans ses allégations et à faire le ménage dans ses rangs avant de tenter de calomnier des manifestant.e.s. Enfin, le texte invoque comme l'on pouvait s'y attendre, le risque sanitaire comme prétexte pour interdire notre rassemblement, alors que lors des échanges de mails avec la police nous avons clairement et explicitement démontré que nous prenions les mesures nécessaires à ce sujet, tandis que des milliers de personnes envahissaient les commerces de la capitale. Faut-il en conclure que pour le bourgmestre socialiste de la Ville, les profits du commerce, où s'entassent les gens dans des conditions sanitaires bien moins sécurisées qu'un rassemblement à l'extérieur avec distanciation, passent avant les droits démocratiques ? Poser la question c'est y répondre.

Ce qui nous indigné aussi et nous révolte dans cette attitude et ces mensonges affichés publiquement par cet arrêté, c'est que cela ressemble fort à une menace et à un règlement de comptes. Pire encore, la manière dont cet arrêté est libellé, le sous-entendu de tout le texte, semblait fait entièrement pour justifier a priori des violences policières pour le cas où nous aurions maintenu le rassemblement.

La rhétorique du texte et les amalgames d'extrême-droite qu'il contient ne peut que confirmer notre préoccupation grave quant à l'évolution des forces de police en Belgique et à Bruxelles en particulier, dans un contexte de durcissement autoritaire global, jusque et y compris chez nos voisin.e.s de France, et d'une instrumentalisation de la pandémie de Covid-19 pour opérer un tournant répressif afin de multiplier les interdictions de l'expression démocratique citoyenne.

Cet arrêté indigne et honteux témoigne pour nous de la volonté politique de casser l'unité des collectifs, des familles de victimes de violences policières, avec des organisations de gauche, féministes, syndicales, antiracistes et de donner la priorité aux profits du commerce sur la défense des droits fondamentaux des habitant.e.s. Cette énième provocation démontre une nouvelle fois la nécessité de nos mobilisations et la justesse de nos revendications. Cela constitue donc un nouvel encouragement à nous mobiliser dans le futur pour nos droits démocratiques et sociaux, contre l'arbitraire.

- Nous interpellons les élu.e.s des partis démocratiques au conseil communal, afin qu'ils condamnent cette manœuvre d'intimidation et de calomnies de la part de la police bruxelloise.
- Nous interpellons le bourgmestre Philippe Close, politiquement responsable de la “main lourde” de sa police à de multiples reprises ces dernières années, chaque fois que nous avons été dans la rue, avec nos différences, pour défendre nos droits.
- Nous interpellons les militant.e.s, avec ou sans papiers, les syndicalistes et citoyen.ne.s soucieu.x.ses de leurs droits fondamentaux pour qu'ils refusent l'intimidation et la criminalisation envers les classes populaires et les mouvements sociaux.

Nous sommes indigné.e.s et nous continuerons, uni.e.s et vigilant.e.s, à nous défendre contre les violences policières.

Nous défendrons les militant.e.s calomnié.e.s, violenté.e.s et harcelé.e.s, ... comme nous soutenons les militant.e.s syndicaux condamné.e.s à de la prison avec sursis alors qu'ils agissaient dans le cadre d'une action de grève.

Nous continuerons à exercer notre droit démocratique à manifester dans l'espace public pour défendre les droits fondamentaux face aux violences et à l'arbitraire policier.

Stop à la justice de classe, stop à la justice raciste, stop aux violences policières.

Organisations signataires :

- Actrices et acteurs des temps présents
- ATTAC Bxl
- Carta Academica
- Extinction Rebellion Mons/Borinage
- La coalition Faire Front
- La Coalition KAYA
- Gauche anticapitaliste / SAP – Antikapitalisten
- Groupe montois de Soutien aux Sans-Papiers
- Jeunes organisés et combattifs (JOC)
- Labo VZW
- Les NouvELLES Antigone

- Mons se bouge pour le climat
- Le Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC)
- Quinoa asbl
- Rencontre des Continents asbl
- Stand Up tegen racisme en fascisme
- Vrede VZW

Signataires individuel.le.s :

- Marijke Colle, ecofeministe, SAP-Antikapitalisten
- Kristel Cuvelier
- Simon Darimont, secrétaire général Jeunes FGTB
- Ludo De Brabander, woordvoerder Vrede VZW
- Ida Dequeecker, feministe
- Bruno De Wit, vakbondsafgevaardigde BBTK-Mechelen Social profit
- Evie Embrechts, schrijfster
- Vincent Godderis
- Hafid Kaddouri, Activist, Weerwerk
- Orhan Kilic, actief bij NavBel
- Jacinthe Mazzocchetti, professeure UCLouvain
- Herman Michiel, actief in Ander Europa
- Daniel Richard, secrétaire régional FGTB Verviers
- Daniel Tanuro, militant écosocialiste et auteur
- Flor Vandekerckhove, blogger, dichter
- Isabelle Vandenberghe - citoyenne
- Steven Vermeulen
- Grégoire Wallenborn
- Thomas Weyts, SAP-Antikapitalisten, Stand Up tegen racisme en fascisme